

COMMUNIQUE

Bruxelles, le 30 septembre 2005

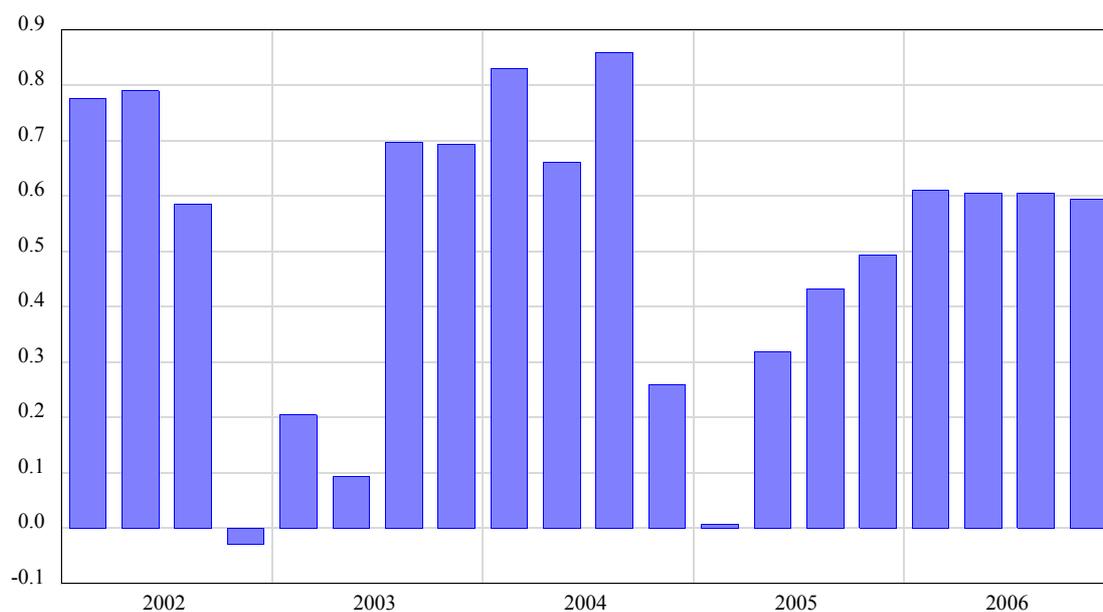
La croissance économique atteindrait 1,4 % en 2005 et 2,2 % en 2006

En application de la loi du 21 décembre 1994, l'Institut des Comptes nationaux (ICN) a communiqué au ministre de l'Economie les chiffres du budget économique 2006. Ces prévisions macroéconomiques servent de base à la confection des budgets fédéraux des recettes et des dépenses pour l'année 2006. Elles prennent en considération les comptes trimestriels relatifs au deuxième trimestre 2005 ainsi que la Partie 2 des Comptes nationaux 2004, publiée aujourd'hui par l'ICN et disponible sur Belgostat online, la base de données en ligne de la Banque Nationale de Belgique (www.bnb.be).

En 2004, la croissance de l'économie belge a été vigoureuse (2,6 % sur base annuelle) pour le PIB à prix constants. Toutefois, dès le quatrième trimestre 2004, l'économie belge a enregistré un ralentissement de sa croissance, suite à la dégradation de la conjoncture internationale. En 2005, après une croissance nulle au premier trimestre et de 0,3 % au second, la relance de l'activité économique se poursuit au deuxième semestre, avec des taux de croissance trimestrielle qui devraient atteindre respectivement 0,4 et 0,5 %. En 2006, la croissance trimestrielle devrait se stabiliser autour de 0,6 %. Sur base annuelle, ces chiffres impliquent une croissance réelle du PIB de 1,4 % en 2005 et de 2,2 % en 2006.

Evolution trimestrielle du PIB belge à prix constants

(croissance à un trimestre d'intervalle, données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires)



Un ralentissement plus ténu de la croissance de l'économie mondiale en 2005

En comparaison avec 2004, la croissance de l'économie mondiale s'est certes affaiblie cette année, mais de manière modérée. La situation conjoncturelle est sensiblement différente d'une zone économique à l'autre. En effet, alors que la croissance aux Etats-Unis renoue progressivement avec un rythme tendanciel, elle rebondit au Japon et reste toujours très élevée en Chine. Dans la zone euro, la croissance a plutôt été faible au cours des six premiers mois de l'année. Néanmoins, il semblerait que l'activité économique dans la zone euro soit actuellement redynamisée par la récente dépréciation de l'euro, laquelle stimule les commandes de l'étranger et renforce la confiance des entrepreneurs.

Le prix du pétrole brut reste un facteur d'incertitude important

Une demande d'énergie en forte progression au plan mondial, combinée à des problèmes de capacité au sein de l'industrie pétrolière, a généré des prix records pour tous les produits pétroliers et entraîné un alourdissement considérable de la facture énergétique tant pour les entreprises que pour les ménages. En août dernier, le prix du baril de Brent a franchi le cap des 60 dollars, alors qu'il était à 40 dollars début 2005. La faiblesse de l'offre excédentaire de produits pétroliers rend les cours très volatils et, par conséquent, difficilement prévisibles. L'évolution future du prix du pétrole est basée, comme à l'accoutumée, sur les cotations sur les marchés à terme. En moyenne annuelle, le prix du baril de Brent devrait ainsi passer de 57 dollars cette année à 67 dollars en 2006 (contre 38 dollars en 2004).

Moindre contribution des exportations nettes et des dépenses intérieures à la croissance en 2005

Par rapport à 2004, l'économie belge doit faire face, en 2005, à un fléchissement de la demande extérieure et, dans une moindre mesure, de la demande intérieure, ce qui a pour effet de réduire pratiquement de moitié la croissance du PIB, qui atteint 1,4 %. Le ralentissement de la conjoncture européenne n'est pas sans conséquences pour les exportations belges, qui n'augmenteraient que de 2,2 %, contre 6,2 % en 2004. Vu le ralentissement moins prononcé de la croissance des importations, les exportations nettes contribueraient négativement à la croissance économique en 2005 (-0,4 point de pourcentage, après +0,1 point de pourcentage en 2004). Cette contribution négative, conjuguée à la dégradation des termes de l'échange, a pour effet de ramener le solde des opérations courantes de la balance des paiements à 3,1 % du PIB.

Cette année, la demande intérieure ne devrait pas augmenter de plus de 1,9 %, contre 2,6 % en 2004. En effet, la croissance des investissements des entreprises et des pouvoirs publics ne compense que partiellement le fléchissement de la consommation publique et privée. De plus, la contribution de la formation de stocks à la croissance, qui était encore positive en 2004, disparaît en 2005.

Pour l'année 2005, la croissance de la consommation privée devrait rester limitée à 1,3 %. Vu la faible croissance de l'emploi et les prix élevés du pétrole, la hausse du pouvoir d'achat atteint à peine 0,9 %. De plus, depuis le mois de mai, l'indice de confiance des consommateurs est en net recul suite aux incertitudes liées à la conjoncture économique. Par conséquent, le taux d'épargne progresse au fil de l'année. Toutefois, en moyenne annuelle, il reste 0,3 point de pourcentage en dessous du niveau de 2004 (on a observé un net recul du taux d'épargne au cours de cette année). En ce qui concerne la consommation publique, le fléchissement de la croissance est à imputer aux dépenses liées aux soins de

santé. Ces dépenses, qui, en 2004, avaient augmenté plus rapidement que prévu, ne devraient pas dépasser l'objectif budgétaire fixé pour 2005.

Les investissements des entreprises font preuve d'un plus grand dynamisme que l'année passée, surtout au cours du premier semestre. Il se peut qu'une partie de ce dynamisme doive être imputé à un mouvement de rattrapage après les années 2003-2004, période durant laquelle le redressement des marges bénéficiaires s'accompagnait d'une croissance extrêmement faible des investissements. Vu l'absence d'indications quant à une reprise vigoureuse de la demande extérieure et la relative faiblesse du taux d'utilisation des capacités de production, et compte tenu des prix élevés du pétrole et de la pression qu'ils exercent sur les marges bénéficiaires, on peut prévoir une croissance plus modérée des investissements au cours du second semestre 2005 et en 2006.

La croissance des investissements publics est déterminée, d'une part, par la forte augmentation des travaux d'infrastructure entrepris par les autorités locales à l'approche des élections communales de 2006, et, d'autre part, par la diminution sensible des ventes de bâtiments publics au secteur privé (en comptabilité nationale, ces ventes de bâtiments publics sont considérées comme un désinvestissement des pouvoirs publics, compensé par un investissement des entreprises). Ensemble, ces deux facteurs se traduisent, en 2005, par une accélération considérable de la croissance réelle des investissements publics, qui atteint près de 19 %.

En 2006, la demande intérieure devient le moteur de la relance économique

La croissance des exportations belges devrait s'accélérer pour atteindre 5,1 %. Il est vrai qu'avec le redémarrage des exportations depuis la mi-2005, la situation de départ est beaucoup plus favorable en 2006 qu'en 2005. De plus, la stabilisation du taux de change de l'euro permet de mettre fin au déficit de compétitivité lié à la force de l'euro. La plus forte croissance tant des exportations que de la demande intérieure stimule les importations, de sorte que les exportations nettes devraient à peine contribuer à la croissance économique. Suite à l'évolution toujours défavorable des termes de l'échange, le solde des opérations courantes avec le reste du monde continue de baisser pour s'établir à 2,6 % du PIB.

L'année prochaine, la croissance économique devrait être largement soutenue par la demande intérieure, laquelle devrait progresser de 2,2 %. Les investissements des entreprises restent assez dynamiques (2,9 %, contre 3,9 % en 2005) et la consommation publique retrouve un rythme qui reflète pour l'essentiel la norme de croissance des dépenses publiques de soins de santé. Le revenu disponible des ménages, corrigé pour l'inflation, augmenterait de 2 %. La perte du pouvoir d'achat découlant de l'écart entre l'évolution de l'indice des prix à la consommation et l'indice santé est compensée par la réforme fiscale et par la progression de l'emploi. Cependant, la consommation privée ne progresse pas dans la même mesure (+1,6 %) étant donné que le taux d'épargne des ménages augmente pour atteindre 12,7 %. Cette augmentation marque la fin de la baisse (sur base annuelle) du taux d'épargne des ménages qui soutenait l'activité économique depuis 2002. L'explication de ce renversement de tendance réside dans la confiance des consommateurs, qui devraient rester hésitants face à la situation sur le marché de l'emploi (le taux de chômage ne diminue pas) et aux prix élevés du pétrole. Par ailleurs, comme en

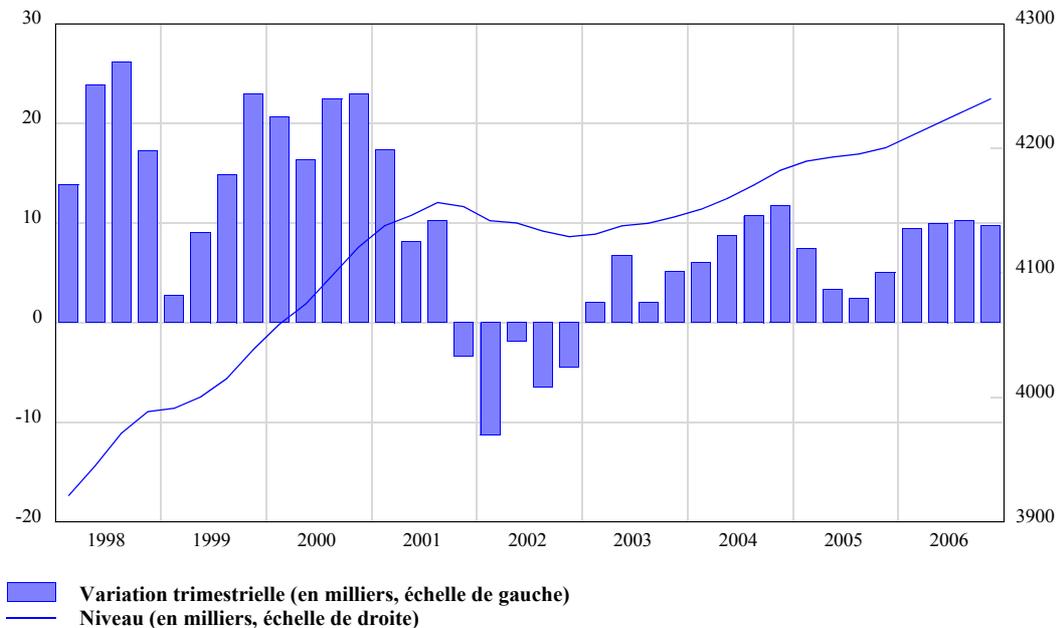
2005, les investissements publics conservent leur dynamisme (+14 %) à l'approche des élections communales de 2006.

Croissance insuffisante de l'emploi en 2005 et 2006 pour faire baisser le chômage

En 2004, la création nette d'emplois a atteint 24.000 unités en moyenne annuelle. Vu qu'un ralentissement conjoncturel se répercute toujours avec un certain retard sur le marché du travail, on peut affirmer que la croissance de l'emploi s'est considérablement affaiblie au deuxième trimestre 2005. Ce n'est qu'à partir du quatrième trimestre de cette année que la création d'emploi devrait s'accélérer à nouveau. Soutenu par une dynamique favorable en 2004, le volume de l'emploi en 2005 devrait s'accroître de près de 29.000 unités en moyenne annuelle. En 2006, le mouvement devrait se poursuivre avec un accroissement supplémentaire de plus de 30.000 emplois, toujours en moyenne annuelle. De ce fait, le taux d'emploi devrait légèrement progresser, passant de 61,7 % en 2004 à 61,9 % en 2005 et 62,1 % en 2006. La création d'emploi est toutefois insuffisante pour absorber complètement l'accroissement de la population active, si bien que le nombre de chômeurs progresse encore légèrement. Le taux de chômage harmonisé reste stable en 2005 et 2006.

Evolution trimestrielle de l'emploi intérieur

(données corrigées des variations saisonnières)



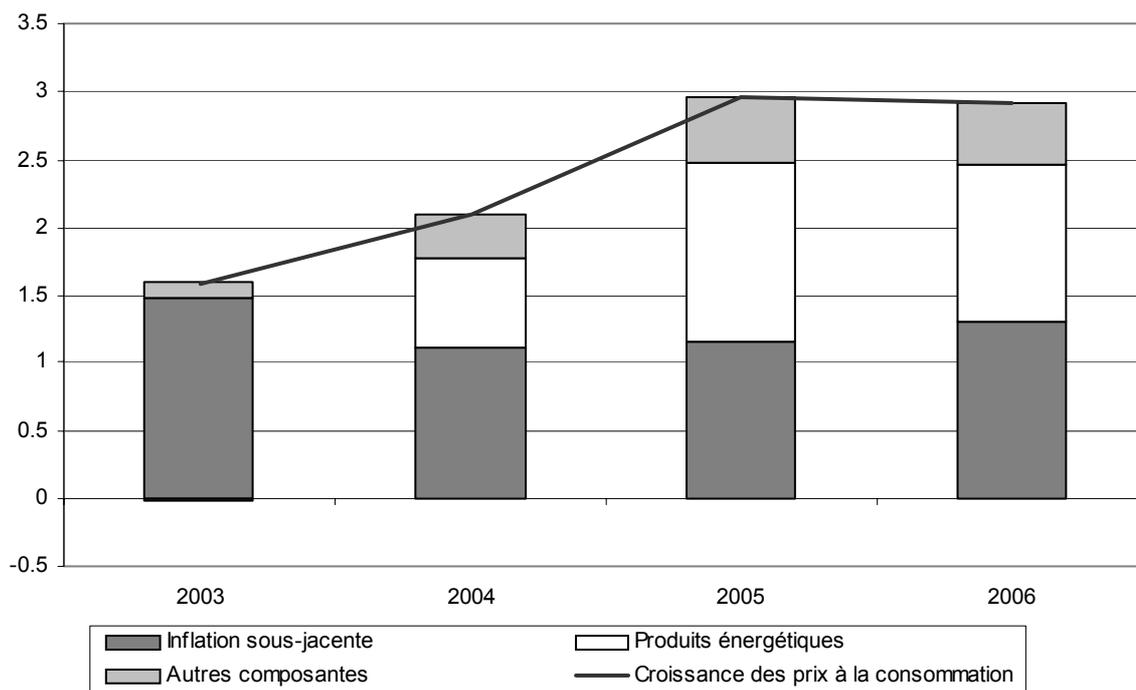
Les prix du pétrole alimentent l'inflation, qui atteint 3 % en 2005 et 2,9 % en 2006

L'inflation, mesurée à l'aide de l'indice national des prix à la consommation, devrait augmenter, passant de 2,1 % en 2004 à 3 % cette année et à 2,9 % en 2006. Début 2006, sous l'effet de la flambée des prix du pétrole, l'inflation sur base mensuelle grimpe même jusqu'à 4 %, avant de se tasser progressivement: exprimé en euros, le prix du baril de Brent a en effet augmenté de 48 % en 2005 et devrait encore progresser de 17 % en 2006 (en 2004, l'augmentation avait déjà été de plus de 20 %). L'inflation sous-jacente, qui reflète la tendance fondamentale des prix à la consommation, était encore à la baisse en 2004, mais repart à la hausse dans le courant de l'année 2005 et en 2006, à mesure que les

prix élevés du pétrole se répercutent sur les prix des autres biens et services. De ce fait, l'inflation sous-jacente se stabilise - sur base annuelle - en 2005 et augmente en 2006.

A l'instar des deux années précédentes, l'indice santé, qui n'est pas influencé par l'évolution des prix des carburants, devrait augmenter moins rapidement que l'indice national des prix à la consommation (2,2 % en 2005 et 2006). L'indice santé augmente néanmoins plus qu'en 2004, surtout en raison de l'augmentation des prix du mazout de chauffage et du gaz.

Décomposition de l'indice des prix à la consommation
(données corrigées des variations saisonnières)



Suite au dépassement de l'indice pivot en juillet 2005, les allocations sociales et les traitements dans la fonction publique ont été adaptés au coût de la vie via une augmentation de 2 % appliquée respectivement en août et en septembre 2005. Selon les prévisions mensuelles relatives à l'indice santé, l'indice pivot (qui s'élève actuellement à 118,47) devrait être dépassé en mai 2006.

Plus d'information: Filip Vanhorebeek, 02/507.74.12, fvh@plan.be

Chiffres clés pour l'économie belge

Variations en % en volume - sauf indications contraires

	2003	2004	2005	2006
Dépenses de consommation finale des particuliers	0,9	1,5	1,3	1,6
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics	2,5	2,0	1,0	2,2
Formation brute de capital fixe	-0,7	4,2	4,6	3,9
Dépenses nationales totales	1,0	2,6	1,9	2,2
Exportations de biens et services	2,9	6,2	2,2	5,1
Importations de biens et services	3,1	6,4	2,7	5,2
Exportations nettes (contribution à la croissance)	-0,1	0,1	-0,4	0,1
Produit intérieur brut	0,9	2,6	1,4	2,2
Indice national des prix à la consommation	1,6	2,1	3,0	2,9
Indice santé	1,5	1,6	2,2	2,2
Revenu disponible réel des particuliers	-1,0	-0,2	0,9	2,0
Taux d'épargne des particuliers (en % du revenu disponible)	14,3	12,8	12,5	12,8
Emploi intérieur (variation annuelle moyenne, en milliers)	-3,3	23,6	28,8	30,3
Taux de chômage (taux standardisé Eurostat, moyenne annuelle)	7,9	7,8	7,8	7,8
Solde des opérations courantes (balance des paiements, en % du PIB)	4,4	3,9	3,1	2,6
Taux de change de l'euro en dollar (nombre de dollars pour 100 euros)	113,1	124,4	126,2	126,5
Taux d'intérêt à court terme (tarif interbancaire, 3 mois) (%)	2,3	2,1	2,1	2,2
Taux d'intérêt à long terme (OLO, 10 ans) (%)	4,1	4,1	3,4	3,3